



**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS**

15 RUE DE VAUGIRARD – 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10 - marches-apj@senat.fr

**PALAIS DU LUXEMBOURG
ET DÉPENDANCES**

**SÉCURISATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER DU
64 BOULEVARD SAINT-MICHEL**

Marché de travaux

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

DELAI LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

Vendredi 5 avril 2024, à 11 heures

Sur le profil d'acheteur du Sénat, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

FÉVRIER 2024

S O M M A I R E

ARTICLE 1. Pouvoir adjudicateur	3
1.1 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur	3
1.2 Correspondants du marché	3
ARTICLE 2. Objet du marché.....	4
ARTICLE 3. Caractéristiques du marché	5
3.1 Procédure de passation	5
3.2 Forme.....	Erreur ! Signet non défini.
3.3 Décomposition par lots.....	5
3.4 Modalités	5
3.5 Durée.....	5
ARTICLE 4. Obligations relatives au candidat.....	6
4.1 Forme juridique du groupement, le cas échéant	6
4.2 Sous-traitance	6
ARTICLE 5. Dossier de consultation des entreprises (DCE)	6
5.1 Composition du dossier de consultation remis aux candidats.....	6
5.2 Modalités de remise du dossier de consultation.....	6
5.3 Modification de détail au dossier de consultation	7
5.4 Informations communiquées lors de la consultation.....	7
ARTICLE 6. Financement et règlement.....	7
6.1 Modalités essentielles de financement	7
6.2 Mode de règlement	7
ARTICLE 7. Caractéristiques du dossier à remettre par les candidats.....	7
7.1 Éléments relatifs à la candidature.....	Erreur ! Signet non défini.
7.1.1 Mesures restrictives au regard des liens avec la Russie	Erreur ! Signet non défini.
7.1.2 Pièces constitutive de la candidature	Erreur ! Signet non défini.
7.2 Éléments relatifs à l'offre.....	9
7.2.1 Établissement de l'offre	Erreur ! Signet non défini.
7.2.2 Pièces constitutives de l'offre	Erreur ! Signet non défini.
7.2.3 Cohérence de l'offre	Erreur ! Signet non défini.
7.2.4 Délai de validité de l'offre	11

ARTICLE 8. transmission du dossier	9
8.1 Dépôt sur la plateforme PLACE.....	9
8.2 Format des documents	10
8.3 Copie de sauvegarde.....	10
ARTICLE 9. Attribution du marché	11
9.1 Sélection des candidatures	11
9.2 Jugement des offres	12
9.2.1 Critères	12
9.2.2 Éléments d'appréciation de l'offre.....	12
ARTICLE 10. Production des certificats fiscaux et sociaux.....	12
ARTICLE 11. Visite du site – Informations complémentaires	13
11.1 Visite du site	13
11.2 Demandes de renseignements.....	13
11.3 Échanges.....	Erreur ! Signet non défini.
11.4 Compréhension du dossier	13

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur

Dénomination : <i>État-Sénat</i>	À l'attention de : <i>M. le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins</i>
Adresse : <i>15, rue de Vaugirard</i>	Code postal : <i>75006</i>
Localité/Ville : <i>Paris</i>	Pays : <i>France</i>
Téléphone : <i>01 42 34 22 10</i>	
Internet : www.senat.fr	Courriel : marches-apj@senat.fr

1.2 Correspondants du marché

- *Correspondants administratifs :*
M. Adrien WALFARD et Mme Élisabeth RAZAFINDRALAMBO

Adresse : <i>Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins – 64 bis boulevard Saint-Michel</i>	Code postal : <i>75006</i>
Localité / Ville : <i>Paris</i>	Pays : <i>France</i>

Téléphone : 01 42 34 22 10	
Internet : https://www.marches-publics.gouv.fr	Courriel : marches-apj@senat.fr

- Correspondant technique :
Mme Mathilde CARRER, architecte

Adresse : <i>Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins – 64 bis boulevard Saint-Michel</i>	Code postal : 75006
Localité / Ville : <i>Paris</i>	Pays : <i>France</i>
Téléphone : 01 42 34 22 10	
Internet : https://www.marches-publics.gouv.fr	Courriel : marches-apj@senat.fr

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le Sénat est propriétaire d'un ensemble immobilier sis 64 boulevard Saint-Michel, dans le VI^e arrondissement de Paris. Cet ensemble immobilier se compose de plusieurs bâtiments, figurant sur le plan joint au dossier de consultation : bâtiment donnant sur le boulevard Saint-Michel, Hôtel des Chartreux, bâtiment intermédiaire entre ces deux bâtiments et Orangerie Auguste Comte, auxquels s'ajoutent des serres.

Le projet de sécurisation de l'ensemble immobilier du 64 boulevard Saint-Michel comprend :

- la restauration, la sécurisation et la motorisation de la grille « des serres » ;
- la restauration du muret adjacent à la grille « des serres » ;
- la restauration et la sécurisation de la grille « des lions » ;
- la restauration et la sécurisation de la grille motorisée du 2 rue Auguste Comte ;
- la création d'un coffre avec serrures pour la grille donnant sur le jardin de l'École des Mines ;
- l'obturation d'un puits dans l'Hôtel des Chartreux ;
- le déploiement d'un système de sûreté dans l'enceinte de l'ensemble immobilier ;
- la création d'un éclairage dans l'Allée des serres.

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux nécessaires à la mise en œuvre du projet, à l'exception de certains travaux d'électricité et de sûreté et des travaux de voirie et réseaux divers (VRD) qui seront exécutés dans un autre cadre juridique.

Le marché s'exécute dans l'ensemble immobilier du 64 boulevard Saint-Michel, Paris VIe, et dans le Jardin du Luxembourg qui lui est contigu.

ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

3.1 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, en application du 1° de l'article R. 2123-1 et des articles R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique et suivant les modalités précisées dans le présent règlement.

3.2 Type de marché

Le présent marché est un marché de travaux.

3.3 Décomposition par lots

Le marché comprend les lots suivants :

- lot n° 1 : « Déplombage – Serrurerie – Ferronnerie – Peinture – Dorure » ;
- lot n° 2 : « Maçonnerie ».

3.4 Modalités

3.3.1. *Marché à tranches :* ☒ Non ☐ Oui

3.3.2. *Variantes et prestations supplémentaires éventuelles*

- Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur : ☒ Non ☐ Oui
- Autorisation des variantes à l'initiative du candidat : ☒ Non ☐ Oui

En application de l'article R. 2151-8 du code de la commande publique, les variantes sont interdites.

- Prestations supplémentaires éventuelles : ☒ Non ☐ Oui

3.3.3 *Exécution de certaines tâches essentielles par les titulaires (article L. 2193-3 du code de la commande publique)*

- Obligation pour le titulaire d'effectuer certaines tâches essentielles du marché :
☒ Non ☐ Oui

3.5 Durée et délais

La durée du marché et les délais d'exécution sont ceux stipulés à l'article 1.4 du cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS RELATIVES AU CANDIDAT

4.1 Forme juridique du groupement, le cas échéant

En cas de groupement, celui-ci devra être solidaire ou conjoint avec désignation d'un mandataire solidaire.

En cas de groupement conjoint, l'obligation de désignation d'un mandataire solidaire se justifie par la nécessité d'assurer d'une part la bonne exécution du marché et d'autre part sa parfaite coordination avec les autres marchés de l'opération, compte tenu des contraintes d'exécution liées à la complexité d'un chantier comprenant plusieurs corps d'état et des délais d'exécution resserrés.

4.2 Sous-traitance

Les conditions d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants éventuels sont fixées au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

ARTICLE 5. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

5.1 Composition du dossier de consultation remis aux candidats

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (AE) de chacun des lots du marché ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses annexes ;
- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de chacun des lots et leurs annexes ;
- le cadre décomposition du prix forfaitaire (DPGF) de chacun des lots ;
- le plan général de coordination (PGC) ;
- le rapport de diagnostic visant à détecter la présence de plomb ;
- la charte graphique du Sénat.

5.2 Accès au dossier de consultation – Communications

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que toutes les communications relatives au marché seront envoyées par la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr> à l'adresse électronique utilisée pour le téléchargement du dossier de consultation. Il peut donc être opportun d'utiliser plusieurs adresses électroniques et de choisir des adresses électroniques pérennes.

5.3 Modification de détail au dossier de consultation

Le Sénat se réserve le droit d'apporter, au plus tard six jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

Conformément au 2° de l'article R.2151-4 du code de la commande publique, si des modifications importantes étaient apportées aux documents de la consultation, le pouvoir adjudicateur prorogerait le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées.

5.4 Informations communiquées lors de la consultation

Les informations relatives au Sénat communiquées dans le présent dossier de consultation ont un caractère de confidentialité qui doit être respecté par les soumissionnaires. Elles ne devront pas être utilisées par le soumissionnaire à d'autres fins que la réponse à la présente consultation.

ARTICLE 6. FINANCEMENT ET RÈGLEMENT

6.1 Modalités essentielles de financement

Paiement à 30 jours, sur les crédits de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

6.2 Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le Sénat est le virement.

ARTICLE 7. CARACTÉRISTIQUES DU DOSSIER À REMETTRE PAR LES CANDIDATS

L'offre de l'entreprise sera obligatoirement établie sur la base des données du dossier de consultation. Elle comprendra deux sous-dossiers.

7.1 Premier sous-dossier (pièces constituant les éléments de candidature)

Le soumissionnaire fournira le dossier suivant à l'appui de sa candidature :

1) La lettre de candidature et d'habilitation du candidat : **imprimé DC1¹**, dûment complété et comportant une adresse électronique valide à laquelle pourra être envoyée toute correspondance relative à la présente consultation ;

2) La déclaration du candidat : **imprimé DC2¹**, dûment complété et accompagné, si le candidat est en redressement judiciaire, de la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,

¹ Les formulaires à jour DC1 et DC2 sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Les candidats ont la possibilité de remplacer les documents DC1 et DC2 par un document unique de marché européen électronique (e-DUME) en application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique.

justifiant qu'il a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

3) Si elle ne figure pas dans le DC1, une **déclaration sur l'honneur**, dûment signée, justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ;

4) Une **preuve d'assurance** en cours de validité pour les risques professionnels (responsabilité civile et décennale) ;

6) Des **preuves acceptables justifiant de la possibilité pour le candidat de participer à la consultation**. Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont les suivants :

- numéro unique d'identification (SIREN) prévu à l'article L. 123-34 du code de commerce ;
- indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur trois ans ;
- indications concernant le chiffre d'affaires annuel spécifique aux prestations faisant l'objet du marché sur trois ans ;
- références des principales prestations réalisées au cours de trois dernières années, notamment de prestations comparables à celles faisant l'objet du présent marché, précisant les montants des prestations exécutées et les coordonnées des clients concernés ;
- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et le nombre de cadres ;
- tout document permettant de justifier de son expérience et de sa compétence dans les domaines faisant l'objet de l'accord-cadre ;

7) le **nom** et les **coordonnées précises du correspondant** de l'entreprise chargé du suivi du marché ; il est rappelé que toute correspondance ayant trait à la présente consultation, notamment son résultat, sera envoyée *via* la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>, à l'adresse électronique indiquée lors du retrait du dossier de consultation.

Cependant :

- le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit ;
- le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'il a déjà transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Les renseignements et documents auxquels renvoie le candidat doivent avoir été fournis dans le cadre d'une candidature à des marchés relatifs à des

prestations de même nature et pour lesquels des informations identiques étaient demandées. Le candidat devra dans ce cas préciser dans le dossier de candidature la référence de cette consultation antérieure.

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces susmentionnées, à l'exception de la lettre de candidature (imprimé DC1) qui est commune au groupement. Cette lettre doit être renseignée et signée par tous les membres du groupement ; elle précise la nature de celui-ci et désigne un mandataire. Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit produire, pour chacun d'eux, chacune des pièces susmentionnées.

7.2 Second sous-dossier (pièces constituant les éléments de l'offre)

Le soumissionnaire produira à l'appui de son offre les pièces suivantes :

- 1) l'**acte d'engagement**, complété par le candidat ; la signature par le candidat de son offre est possible mais non obligatoire. Le candidat est toutefois informé que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de sa part, et qu'il sera tenu de signer le marché qui lui serait attribué². La signature, qui interviendra de manière manuscrite, sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du marché ;
- 2) la **décomposition du prix global et forfaitaire**, en format EXCEL, obligatoirement établie à partir du cadre fourni dans le dossier de consultation ;
- 3) un **mémoire technique** présentant notamment les moyens humains mis en œuvre pour la réalisation des travaux (y compris les *curriculum vitae* de tous les intervenants), la méthodologie ainsi que les matériaux et produits proposés et les modalités de prise en compte de l'impératif de développement durable ;
- 4) le cas échéant, toute autre documentation qu'il juge utile à l'appréciation de son offre.
- 5) Le cas échéant, l'attestation de visite du site.

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'offre doit être rédigée en langue française.

L'unité monétaire de l'offre est l'euro.

Les soumissions ne doivent comporter aucune condition ni réserve, sous peine de rejet.

En cas de discordance entre les différents prix pouvant figurer dans l'offre d'un candidat, le montant hors taxes en lettres inscrit à l'acte d'engagement prévaudra sur toutes les autres indications.

ARTICLE 8. TRANSMISSION DU DOSSIER

8.1 Dépôt sur la plateforme PLACE

² Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, l'acte d'engagement doit être signé par chaque membre du groupement, ou par le mandataire dûment habilité par un document signé par tous les membres du groupement.

Les dossiers doivent obligatoirement être transmis par voie dématérialisée, dans le délai figurant sur la page de garde du présent règlement de la consultation, via la plateforme PLACE sur le profil d'acheteur du Sénat, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sur la consultation correspondant au présent marché.

Les offres devront être déposées en une seule fois, via la fonctionnalité prévue à cet effet sur la plateforme PLACE ; si plusieurs offres sont transmises successivement par le même candidat, seule la dernière offre reçue dans le délai imparti sera ouverte.

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil d'acheteur du Sénat et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

En cas de problème technique rencontré sur la plateforme PLACE, une assistance technique proposée par celle-ci est disponible par le lien :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide>

L'attention des candidats est attirée sur les délais, parfois non négligeables, de chargement et de chiffrement des offres sur la plate-forme. Les intéressés prendront les précautions utiles pour déposer leur pli dans le respect du délai limite de remise des offres.

Leur attention est également attirée sur le fait que plusieurs consultations sont susceptibles d'être organisées par le Sénat à une même échéance et de comporter une date limite de remise des offres identique. Le dépôt d'une offre, par erreur, sur une consultation ne correspondant pas au présent marché sera considéré comme irrecevable.

Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées sur la page de garde du présent règlement de la consultation ne seront pas pris en considération et seront éliminés sans examen.

8.2 Format des documents

Les documents constituant les éléments de l'offre comme de la candidature devront être transmis en format PDF, à l'exception de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF), obligatoirement en format EXCEL.

Le RIB/IBAN doit faire l'objet d'un PDF séparé.

Dans le cas où les documents au format PDF comprendraient des annexes, celles-ci devront soit faire l'objet d'un PDF séparé, soit figurer dans la continuité du corps du document ; en aucun cas l'outil « Pièce jointe » des applications Acrobat, Acrobat pro ou équivalent ne devra être utilisé lors de la réalisation du PDF.

8.3 Copie de sauvegarde

Dans le même délai que celui défini sur la page de garde du présent règlement de la consultation, le candidat a la possibilité d'adresser ou de remettre une copie de sauvegarde de son dossier sur support papier ou sur support physique électronique (CD-ROM ou clé USB) dans une enveloppe cachetée comportant la mention :

**Sécurisation du 64 boulevard Saint-Michel
Lot n°...**

Nom de l'entreprise ... (à compléter)

Copie de sauvegarde

NE PAS OUVRIR

- Cette copie de sauvegarde sera adressée à l'adresse suivante, par porteur, contre récépissé :

Sénat
Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins
64 bis boulevard Saint-Michel
75006 PARIS
(du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures)

- ou à l'adresse suivante, par courrier recommandé avec avis de réception :

Sénat
Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins
15, rue de Vaugirard
75291 PARIS CEDEX 06

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'une ou l'autre l'une ou l'autre des deux hypothèses suivantes :

- lorsque la candidature ou l'offre électronique contient un programme informatique malveillant ou un virus ;
- lorsque la candidature ou l'offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte par l'acheteur, s'il existe des éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis.

ARTICLE 9. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 10. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

10.1 Sélection des candidatures

La capacité des candidats à exécuter le marché sera appréciée au vu des renseignements demandés au 7.1. du présent règlement de la consultation.

Les candidats ne présentant pas, au vu des renseignements fournis, les capacités professionnelles, techniques et financières pour exécuter le marché pourront être invités à compléter leur dossier de candidature à la demande de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

Conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique, l'examen des candidatures pourra avoir lieu à tout moment, y compris après classement des offres, et au plus tard avant attribution du marché.

10.2 Jugement des offres

10.2.1 Critères

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères mentionnés ci-dessous :

- prix : 40% ;
- valeur technique : 60 %, elle-même appréciée au regard des sous-critères suivants et sur la base du mémoire technique joint à l'offre :
 - adéquation des moyens humains mis en œuvre pour la réalisation des travaux (40 % de la valeur technique) ;
 - qualité et adéquation au projet de la méthodologie ainsi que des matériaux et produits envisagés (50 % de la valeur technique) ;
 - prise en compte de l'impératif de développement durable (10 % de la valeur technique).

Le Sénat se réserve la possibilité de négocier avec le ou les candidats ayant présenté les offres les mieux classées, conformément aux critères mentionnés ci-dessus. Dans le cadre de cette négociation, les candidats pourront être auditionnés. La négociation pourra aussi prendre la forme d'entretiens en visio-conférence ou téléphoniques et/ou d'échanges de courriers *via* la plateforme PLACE. La négociation pourra se dérouler en phases successives, à l'issue desquelles les candidats les moins bien placés, au regard des critères susmentionnés, pourront être éliminés. Le marché pourra également être attribué sans négociation, sur la base des offres initiales.

10.2.2 Éléments d'appréciation de l'offre

Le candidat veillera à exposer dans son mémoire technique des éléments précis et pertinents, prenant en compte la spécificité du présent accord-cadre, et évitera toute présentation générique.

Pour l'analyse des offres, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le sous-détail des prix de la décomposition du prix global et forfaitaire, avec, comme indications minimales, le temps unitaire prévu, le prix horaire, les charges sociales, le prix des fournitures, les frais généraux de l'entreprise et le bénéfice calculé.

ARTICLE 11. PRODUCTION DES CERTIFICATS FISCAUX ET SOCIAUX

Conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du code de la commande publique, et s'il ne les a pas déjà fournis à l'appui de sa candidature, le candidat sur le point d'être retenu devra produire au plus tard avant l'attribution du marché une photocopie certifiée conforme de ses certificats fiscaux et sociaux et les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code du travail ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que les informations permettant au Sénat de vérifier qu'il n'entre pas dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique. À défaut de cette

production dans le délai requis, il sera procédé conformément aux dispositions du second alinéa de l'article R. 2144-7 dudit code.

ARTICLE 12. VISITE DU SITE – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

12.1 Visite du site

La visite du site est fortement recommandée. À l'issue de la visite, une attestation sera délivrée.

L'accès à la visite sera conditionné par l'accomplissement des formalités usuelles d'accueil et de sécurité ; en particulier, la présentation d'une pièce d'identité officielle en cours de validité sera exigée.

Deux visites par candidat sont autorisées, avec trois représentants de l'entreprise au maximum. Il est fortement recommandé que soit présent le chef de projet présumé.

Les candidats souhaitant visiter le site sont invités à prendre rendez-vous par téléphone au 01.42.34.22.10, au plus tard *sept jours calendaires* avant la date limite de remise des offres, puis à confirmer l'identité des participants par courriel à marches-apj@senat.fr.

12.2 Demandes de renseignements

Les renseignements complémentaires qui seraient nécessaires aux candidats pour l'établissement de leur offre doivent être demandés en temps utile, de manière à permettre au Sénat, conformément à l'article R. 2132-6 du code de la commande publique, de fournir lesdits renseignements au plus tard *six jours calendaires* avant la date limite de remise des offres. Cette demande ainsi que la réponse du Sénat seront impérativement formulées *via* la plateforme PLACE, sur la consultation portant l'intitulé du présent marché.

À cette fin, ces derniers devront avoir formulé leur demande de renseignements au plus tard *sept jours calendaires* avant la date limite de remise des offres.

Les réponses, qui seront déposées sur la plateforme, seront accessibles à l'ensemble des opérateurs économiques. Elles ne seront toutefois signalées, par notification d'une alerte, qu'aux seules entreprises qui se seront au préalable identifiées lors du retrait de leur dossier de consultation.

Aucune réponse ne sera donnée par courriel ou par téléphone.

12.3 Compréhension du dossier

Du simple fait du dépôt de leur offre, qu'ils aient ou non visité les lieux, les candidats sont réputés :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier de consultation, y compris des documents concernant les prestations des autres lots ;
- avoir pris connaissance de la disposition des lieux, des délais d'exécution impartis et de toutes les sujétions d'exécution que comporte l'opération ;
- disposer de l'ensemble des informations nécessaires à leur parfaite compréhension des prestations attendues.

Ils sont tenus de signaler *via* la plateforme PLACE, dès qu'ils les constatent, toutes difficultés d'interprétation et toutes discordances qui pourraient exister au sein du dossier de consultation, ou entre certains documents de ce dossier et la réglementation, ou encore toute discordance pouvant nuire ensuite à la parfaite réalisation des ouvrages.

Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du dossier de consultation n'est recevable.